Proposition de communication - Congrès de l'AFDC

Nom, titre, fonction, et université de rattachement:

Eugénie MERIEAU, ATER à Sciences-Po Paris, Doctorante à l'INALCO.

Titre de la communication:

« Expliquer les « déviations » des constitutions post-coloniales vis-à-vis de leurs modèles: l'impact de contraintes juridiques non-constitutionnelles »

Atelier choisi: Atelier D « Droit constitutionnel, histoire et théorie du droit »

Résumé:

A partir du postulat selon lequel les différences entre les pratiques des constitutions postcoloniales et les modèles dont elles sont issues ont une grande valeur heuristique pour la théorie constitutionnelle, à la fois dans leurs dimensions empirique et théorique, cette communication vise à contribuer au renouvellement de l'étude des circulations du droit constitutionnel du Nord au Sud à partir de l'étude comparative de plusieurs constitutions postcoloniales du Sud-Est asiatique. Le Sud-est asiatique est composé de dix pays ayant été colonisés et occupés, *inter alia*, par les Anglais, les Français, les Américains, ou encore les Japonais, et présentant une diversité et une grande richesse de modèles constitutionnels. Le point de départ du questionnement est l'argument développé par Michel Rosenfeld concernant l'« identité constitutionnelle » postcoloniale, qui serait le fruit d'une lutte entre adhésion et rejet vis-à-vis du modèle du colonisateur.

Le caractère le plus saillant du modèle post-colonial est que l'ordre constitutionnel et l'identité de l'Etat nouvellement formé sont élaborés dans un processus dialectique impliquant une lutte entre absorption et rejet des caractéristiques du modèle du colonisateur¹.

En effet, les Etats nouvellement indépendants se sont souvent inspirés des textes de leur ancien colonisateur pour rédiger leur constitution. Néanmoins, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, la pratique des institutions établies en vertu du nouveau texte s'est généralement trouvée très éloignée du modèle et ce, en faveur de l'exécutif et au détriment du parlement. H. Kumarasingham, historien du colonialisme anglais, a nommé cette « déviation » - pour ce qui concerne le système parlementaire britannique en Asie - « Eastminster ».

Les constitutions postcoloniales ont généralement été peu étudiées par des juristes préférant laisser aux anthropologues le soin d'expliquer la valeur purement «

¹ Michel Rosenfeld, "Constitutional Identity" in Michel Rosenfeld and Andras Sajó (ed.), *The Oxford Handbook of Comparative Constitutional Law*, Oxford : Oxford University Press, 2012, pp. 766.

nominale » d'un droit qui selon eux ne régulaient pas le pouvoir politique. Cette démarche, résumée dans le syntagme « constitutions sans constitutionnalisme » a trop longtemps privé la science du droit constitutionnel de l'étude de l'immense majorité des constitutions de ce globe.

Or, les constitutions postcoloniales ne sont pas forcément ontologiquement plus nominales que les constitutions occidentales. Elles s'insèrent, comme leurs homologues occidentaux, dans un ordre juridique qui contraint l'interprétation que peuvent faire les acteurs politiques de leur texte fondamental.

En ayant recours à une analyse méthodique des contraintes juridiques non-constitutionnelles exercées sur chacun des acteurs politiques dans leur interprétation de la constitution, on peut théoriser la « déviation » qui s'opère par rapport aux modèles occidentaux, et ce, sans avoir recours à la notion de « culture politique », peu satisfaisante pour le juriste.

Ainsi, par exemple, la Thaïlande, le Cambodge et Singapour ont adopté des constitutions « copiées » du modèle britannique tel que codifié pour ses colonies. Néanmoins, en pratique, les trois régimes politiques sont autoritaires, sous des formes diverses. En Thaïlande, à Singapour comme au Cambodge, les lois de diffamation et de sécurité nationale modifient en profondeur l'interprétation que les acteurs politiques peuvent faire de la constitution, notamment en ce qui concerne le contreséing, le droit de dissolution, ou encore la motion de censure, les éloignant en pratique de leur modèle britannique. Les contraintes légales non-constitutionnelles qui, dans les exemples donnés, relèvent du droit pénal, contraignent fortement l'interprétation constitutionnelle et créent, par routinisation, répétition, constance et le développement conséquent d'une *opinio juris* à leur égard, des conventions constitutionnelles venant altérer le sens d'une disposition constitutionnelle importée par rapport à son modèle. Dès lors, il est possible d'affirmer que si la contrainte cesse, la convention disparaît ou se modifie dans le sens d'une convergence vers le modèle.

In fine, cette communication propose de dépasser la dichotomie bien établie entre le droit, qui seul relèverait de la science juridique, et la pratique du droit, qui serait quant à elle le domaine réservé de la science politique ou de l'anthropologie, grâce à la conceptualisation juridique (articulée autour des notions de convention constitutionnelle et de contrainte juridique) du rapport entre le texte constitutionnel, l'ordre juridique dans lequel il s'insère et la pratique des institutions.

Mots-clé :

Postcolonialisme; emprunts constitutionnels; identité constitutionnelle; coutume constitutionnelle; conventions de la constitution; contraintes juridiques; droit constitutionnel comparé.

Je souhaite également faire acte de candidature au prix Louis-Favoreu.